

SOMMAIRE

EDITO

PAGE 3



L'accès aux droits... et les réalités vécues

par Bruno Delaval, directeur régional de l'Uriopss Nord - Pas-de-Calais

ACTUALITÉS RÉGIONALES

PAGE 4



Le Nord - Pas-de-Calais et les Etats généraux du travail social, la DRJSCS en première ligne

FORMATION

PAGE 9



Des professionnels parlent de la formation « gestion de l'agression réelle ou potentielle »

PRATIQUES

PAGE 13



Regards croisés sur les soins palliatifs

ANALYSES

PAGE 19



La protection des enfants, un acte singulier

FICHE DE LECTURE

PAGE 27



« Les contours de l'innovation sociale », innovation sociale : principes et fondements

ACTUALITES DES SECTEURS

Encart



Personnes âgées : Géolocalisation - Adaptation de la société au vieillessement - EHPAD - CNSA - Aide à domicile

A PROPOS

5



WWW.URIOPSS-NPDC.ASSO.FR

16



EN DIRECT DE LA DOC

23



DESSINS DE FRANCIS CAMPAGNE

7, 14, 15



FORMATIONS

PAGE 24



Bruno
Delaval
Directeur
régional



Photo : Service Communication, Unipass NPDC

L'accès aux droits... et les réalités vécues

L'heure est au bilan des prestations sociales. L'ampleur du non recours est impressionnante.

Le RSA au 31 décembre 2013, 505 000 bénéficiaires du « rSa activité » seul, soit trois fois moins que l'estimation initiale. Le non recours est analysé par la revue *Economie et statistique* : 775 000 foyers supporteraient une perte de revenu mensuel liée au non recours, soit 83 euros en moyenne par mois ; 151 000 personnes seraient effectivement sorties de la pauvreté.

La CMU, la CMU-C, l'ACS... La progression des effectifs « naturelle » est forte en raison, d'une revalorisation des seuils mais aussi du « *contexte de crise économique qui perdure* ». Pourtant la note de conjoncture du fond de financement de la CMU pointe « *un écart considérable entre le nombre de bénéficiaires potentiels et ceux qui demandent à bénéficier de la prestation* ».

Le logement, les jeunes... Le conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE) dans son rapport remis à la Commission européenne s'inquiète de l'écart annoncé entre la production annuelle de logement (500 000) et la construction effective de 330 000.

Ces analyses donnent corps au rapport d'Aline Archimbaud, remis au Premier ministre en septembre 2013, sur « *l'accès aux soins des plus démunis* » et à ses quarante propositions car « *le phénomène de non-recours aux droits sociaux* » est devenu un enjeu de société pour des droits « *gravés dans le marbre du pacte républicain* ».

Dans le contexte actuel faut-il faire la promotion des prestations et de leur réussite ? Le gel des prestations destinées aux plus modestes va toucher les personnes les plus exclues du système de protection sociale et les marginaliser. « *Il faut simplifier les démarches et aller chercher les bénéficiaires un à un* » pointe le rapport de la sénatrice.

Le divorce est grand entre l'impératif de réduction des déficits et l'objectif de réduction de la pauvreté à l'horizon 2020. Quel paradoxe !

L'inquiétude est grande face aux orientations économiques d'autant que ces aides sont, pour l'Insee, analysées comme amortisseurs de crise. Le taux de pauvreté en France est de trois points inférieur à celui de la moyenne européenne en 2011 (14 % contre 17 %).

Ces aides permettent de tenir la tête au-dessus de l'eau (sic) et en même temps, nombre de personnes rebutent à y recourir. Nous entreprenons des actions auprès des décideurs pour ne pas oublier les personnes et les secteurs qui les accompagnent. Le Premier ministre a reçu, le 22 juin, l'Uniopss dans le cadre du collectif Alerte. La stratégie en faveur des entreprises doit être rééquilibrée vers les personnes et vers les associations.

Le projet républicain est à ce prix.